

CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1090

VENDREDI 10 AVRIL 2015

Dispensé de timbrage BREST CTC

Mobilisation pour l'investissement

« La France a un avenir dans l'industrie, ce qui suppose qu'il y ait des investissements et voilà pourquoi il faut encourager l'acte même d'investir. »

C'est ainsi que François Hollande, le 3 avril à Trie-Château, a résumé le défi que doit relever, rapidement, l'économie française.



L'investissement doit être stimulé

Car c'est bien ce levier qu'il convient d'activer dans les plus brefs délais. « **Que ce soit dans une machine, et on a vu ici qu'il y en a d'impressionnantes, ou que ce soit dans l'immatériel, c'est-à-dire la recherche, l'innovation, la commercialisation, la gestion des stocks, la logistique, le transport, bref tout ce qui va faire l'activité d'une entreprise** », a complété le président de la République.

Les premiers signes de la reprise sont là. Mais l'économie redémarre encore lentement, on parle de plus de 1% de croissance en 2015, mais la France devrait avoir des objectifs encore plus élevés.

Dans le même temps la consommation reprend, notamment grâce à la baisse des prix des carburants ou à la faiblesse de l'inflation. Cependant l'investissement n'est pas encore assez vigoureux en France. C'est pour cette raison que le chef de l'État a décidé de donner un coup de projecteur sur les entreprises qui vont de l'avant comme la fonderie *Lebronze alloys* de Trie-Château.

« **Je suis venu lancer un appel, à la mobilisation** », a insisté François Hollande. Si nous voulons de la croissance c'est maintenant ; si nous voulons de la croissance, nous devons décider et programmer tout de suite, les investissements. L'État va prendre ses responsabilités parce que c'est ensemble que l'on doit réussir : les entreprises, les collectivités locales qui

sont ici représentées, les salariés, c'est ensemble que l'on peut réussir la croissance dans notre pays, la création d'emplois.

Déjà, en septembre 2014, s'étaient tenues les Assises de l'Investissement présidées par le président de la République. L'enjeu de ces Assises était de permettre que tous les financements puissent être mobilisés pour accompagner l'investissement des entreprises. Toutes les formes d'épargne doivent être mobilisées pour financer les projets productifs. D'abord les 1 530 milliards d'euros d'assurance-vie. Dès 2013, a été initiée la réforme dite des « fonds de prêts à l'économie » qui permet aux assureurs d'investir dans des prêts aux entreprises et aux collectivités publiques, soit directement, soit via des fonds de prêts à l'économie.

Le président de la République a souhaité élargir le champ de cette réforme en 2014 en permettant aux mutuelles et aux institutions de prévoyance d'investir également dans les prêts aux entreprises et en élargissant le champ des entreprises concernées.

« **C'est l'investissement qui va créer la confiance et c'est la confiance qui va faire l'investissement** », a insisté François Hollande.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 9/04/2015



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Tristesse

Le suicide de Jean Germain ne peut laisser personne indifférent. Élu pendant près de 20 ans dans sa ville de Tours, il était totalement dévoué au service des habitants de sa ville. Injustement mis en cause, il n'a pas supporté que son nom soit associé à une affaire de trafic d'influence.

Cette disparition doit être l'occasion d'une prise de conscience collective, dans le climat de populisme ambiant. Être élu implique plus de devoirs que de droits mais rien ne justifie des mises en cause personnelles, et le dénigrement systématique dont il fit l'objet ces derniers mois. Les élus sont des justiciables comme les autres. Ils ne sauraient être au-dessus des lois. Mais la présomption d'innocence doit s'appliquer, aussi, pour eux. Magistrats juges et citoyens doivent en être convaincus.

PS29

Chiffre de la semaine

1 000 euros par an

C'est la somme que touchent 77 500 nouveaux étudiants boursiers depuis septembre 2014, grâce à la réforme des bourses universitaires.